

## Que nous réserve la France en 2007 ? - 1/6

**2007 risque d'être une année clé de la politique Française et plus largement représente un espoir pour le peuple Français. Quelles modifications sont à mettre en oeuvre pour réussir à réformer et à satisfaire les Français ? Tentatives d'explications...**

Voici les différents aspects qui ressortent des problèmes de la France et des Français.

Notre dette publique et le budget

Devant le gouffre abyssal de notre dette qui élève à plus de 2 000 Milliards d'euros, le fait que les impôts sur le revenu ne suffisent qu'à régler les intérêts, vous comprendrez qu'il est plus que nécessaire de réduire, voir d'effacer cette ardoise que nous font cadeau les gouvernements précédents.

Ce n'est certainement pas en vendant une partie du patrimoine national, EDF, les sociétés d'autoroutes, (entreprises rentables pour l'état) que la solution sera trouvée.

C'est en diminuant le train de vie de l'état que nous aurons un résultat, nous nous trouvons dans la situation de ces ménages sur-endettés, il nous faut faire face dès à présent avant de se retrouver en " liquidation ". C'est des restrictions pour l'état et des mesures efficaces pour le peuple qu'il faut.

Nous noterons que suite aux délocalisations, le fait que l'état s'est déchargé de ses responsabilités a engendré l'embauche d'un million de personnes, en voyant les locaux nécessaires, les salaires pour le résultat observé, je juge les Conseils Généraux inutiles.

Budget 2006 :

Un tableau prévisionnel qui intègre la totalité du financement de l'état, remboursement de notre dette et engagements arrivant à échéance compris.

Aux 46,8 milliards d'euros de déficit budgétaire qu'il faudra financer, s'ajoutent 84 milliards de remboursement de dette à moyen et long terme.

Jusqu'à présent, et à la différence des intérêts de la dette - 38,6 milliards d'euros qui constituent une charge budgétaire, le remboursement ne figurait pas en loi de finances ! Le besoin total de financement de l'état s'établit donc à 130,8 milliards d'euros,... En progression de 16 % par rapport à 2005, également imputable aux amortissements dont le montant augmente de 28 %.

Seule solution trouvée par nos dirigeants plutôt que de diminuer le train de vie de l'état : émettre en 2007 (merci pour le cadeau) ! 125 milliards d'euros d'emprunts à moyen et long terme avec 5,5 milliards de ressources de trésorerie plus " liquide " ; c'est dans cette catégorie qu'entrera une partie des recettes de privatisation des autoroutes. Une goutte... D'eau !

Comment relancer notre économie ?

Le respect de notre Nation, le besoin de repères, le non à la Constitution Européenne doivent être notre bastion pour les prochaines Présidentielles 2007.

Nous nous devons de remettre le respect mutuel, le respect de l'autre, extirper les maux que notre pays traîne

## Que nous réserve la France en 2007 ? - 2/6

depuis des années, drogue, mal des cités, éducation, apprentissage, chômage... Pour ce qui est de pouvoir trouver du travail, ce sont des mesures qui touchent toutes les couches sociales, gouvernement compris; cela demande des restrictions, je compte sur les syndicats pour leur compréhension de la situation et des problèmes auxquels nous sommes confrontés pour ne pas mettre le grain de sable qui serait néfaste à notre avancée.

Ce n'est que dans la cohésion, la volonté et le pragmatisme que nous pourrions relancer notre économie. Toute personne a son rôle à jouer; les entreprises, nos doyens qui ont le savoir faire, nos jeunes qui ne demandent qu'à démontrer leur volonté et leurs capacités, nos SDF jeunes ou moins jeunes pour les sortir de cette ornière, tous ont des capacités, je le pense sincèrement.

Nous avons un travail fastidieux, c'est l'osmose de tous les français qui en fera la réussite en dehors de tout clivage politique.

A français, rien d'impossible, montrons nos capacités avec les mesures que je mètrai en oeuvre. Toute personne de bonne moralité, consciente que nous oeuvrons pour une France qui a ses capacités et peut le prouver a sa place.

Nous n'avons pas le droit de léguer à nos enfants, notre pays dans cet état.

35 heures

Nous avons pu nous rendre compte que le cadeau de la Gauche sur les 35 heures payées 39 a été un fiasco total.

Cela est lié à plusieurs paramètres.

Le fait de la mondialisation, le fait de la main-d'oeuvre moins chère dans les pays sous-développés, il manquera toujours notre qualité française qui est reconnue par le monde entier.

Pour être compétitifs, nous nous devons de revenir à 40 heures au départ, il nous faut relancer notre économie qui ne pourra se faire que par des accords que j'ai énuméré plus haut avec Bruxelles, j'y compte et n'en démordrai pas, c'est nos seules solutions si nous ne voulons pas être " bouffés " par cette Communauté Européenne dont nombre de sociétés " délocalisées " n'attendent que nous mettions genou à terre pour s'implanter et nous dicter leurs lois.

Donc, pour que notre matière finie soit compétitive, on se doit de diminuer le prix, cela passe par le prix de la main-d'oeuvre, moins de bénéfices pour le patronat, moins d'intermédiaires, moins de charges patronales et sociales et notre TVA.

Bien d'autres paramètres rentrent en jeu qui feront l'objet de mes observations et solutions que je vous exposerai. Il est évident que les problèmes ne manquent pas, les solutions également, question de volonté.

Il est certain que si j'arrive à relancer nos industries en premier lieu, que notre consommation soit relancée, je veillerai, avant la fin de mon mandat à diminuer le temps de travail, je pense que nous pouvons y arriver si les syndicats cessent de trop vouloir alors que notre situation ne le permet pas

Ecologie

Produits pétroliers de substitution :

## Que nous réserve la France en 2007 ? - 3/6

Afin de diminuer notre facture en approvisionnement pétroliers, au lieu de laisser les terres en jachère, celles-ci pourront être cultivées pour produire colza, betteraves, (cane à sucre pour les DOM-TOM) et d'autres produits de substitution, cela dans un but de diminuer notre facture énergétique dont certains corps de métier en auront la priorité;

je pense aux transports routiers, pêche, agriculture, taxis...

Nous pourrions ajuster le nombre de bénéficiaires en fonction de la production, baissant notre TVA de manière significative, je pense que ce sera un apport d'oxygène pour nos industries.

La géothermie :

Le pompage d'eau chaude (de l'ordre de 70 degrés) dans les couches profondes, plus de 1000 mètres est un atout important et non négligeable pour le chauffage et dans une certaine mesure, par endroits pour la production d'eau chaude.

C'est là un secteur qu'il faudrait généraliser dans la mesure du possible.

Seul problème et j'en reparlerai dans la rubrique de la Communauté Européenne, nous subissons le " racket " de cet organisme qui taxe cette énergie à 19,60 %, encore une chose inadmissible.

Le bois :

Des tonnes de bois pourrissent dans nos forêts suite aux intempéries de l'hiver 2000, il sera nécessaire d'exploiter cette ressource plutôt que de laisser à l'abandon cette richesse, possibilité de l'exploiter dans un but de bois de chauffage par exemple.

Les éoliennes :

La France a fait un effort au niveau du parc éolien, cependant, nous sommes en retard dans ce domaine, nous avons nécessité de rattraper ce retard très rapidement, les sites ne manquent pas pour réaliser ces infrastructures.

Il est à noter qu'il faut installer ce matériel loin d'habitations car le champ magnétique cause un trouble de l'image télévision et une gêne. Des dispositifs existent pour pallier à ce problème mais sont onéreux.

Social

Sans Domiciles Fixes :

Devant l'importance du sujet, des mesures que j'envisage, je vous propose de vous rendre dans la rubrique conçue.

Nous ne pouvons que constater qu'une société se trouve marginalisée, je compte dans un premier temps sur la base du volontariat, après une remise en forme au niveau de la santé, prendre ces personnes qui sont abandonnées par nos pouvoirs, contrôler leurs compétences, le tout se fera dans nos anciennes casernes (sans discipline militaire), les embaucher dans un premier temps pour " encadrer " les détenus chargés de remettre en état les locaux qui recevront les délinquants dans le but de " centre de réinsertion " et participer à la formation de ces jeunes en temps qu'instructeurs dans leur profession précédente.

Le manque de logements :

## Que nous reserve la France en 2007 ? - 4/6

Il y a urgence :

10 ans de retard dans la construction de logements sociaux, la destruction des " barres d'immeubles " sont des facteurs aggravants et démontre l'incapacité de prévoyance de nos pouvoirs.

Au lieu de reconduire à la frontière les délinquants étrangers et leur interdire le territoire à vie, nos gouvernements successifs ont trouvé pour solution de détruire ces " barres " d'immeubles alors que notre pays se trouve avec un retard immense en matière de logement, et déplacer le problème, car ces délinquants ne se privent pas de continuer leur trafics dans une autre ville.

Devant cette situation qui est proche de celle d'après guerre, je ne vois que la solution de mettre en oeuvre un véritable plan " Marschal ", je me demande comment nos autorités peuvent concevoir de voir des personnes habiter dans une caravane en plein hiver, et cela depuis des années, il en est même qui campent dans leur voiture avec tous les problèmes liés aux SDF car c'est la situation de ces personnes qui souvent sont exploitées par des " marchand de sommeil ".

Il est à noter que les " barraques Américaines " construites après guerre pour pallier au manque d'habitations à Brest par exemple suite aux bombardements ont résisté des décennies pour être détruites en 1970 environ, soit plus de 25 ans d'existence.

Ce sera une des priorités, il y a urgence dans cette matière, il nous suffit d'acheter des chalets en Roumanie ou autre pays de la CE, prévoir des sites pas loin des lieux de travail, en matière de transports, d'écoles, réseaux d'électrification, d'assainissement, enfin, que tout soit bien réfléchi, le prix de ces constructions sera modique et coûtera moins cher que de la construction en dur, les locations se feront à des prix très raisonnables, l'état fournira les terrains, les villages en perte d'habitants seront consultés pour pouvoir réaliser ces ensembles, les modalités seront analysées et je désire que cette situation soit diminuée de moitié dans l'année.

Notre gouvernement actuel mise sur un rétablissement pour 2012 !

Notre situation ne fera qu'empirer pour 2006, les experts prévoyant une hausse de 10 % dans la construction neuve ou l'achat dans l'immobilier existant. Devant la précarité de l'emploi, nous aurons une " invasion " des ressortissants de la Communauté Européenne, ce qui ne fera qu'accentuer notre perte d'identité.

### Réformes de la santé

Les structures de soins palliatifs sont dans un état de manque flagrant. Nous nous devons de nous équiper dans ce domaine qui va être sans cesse grandissant sur les dix-vingt ans à venir.

Il nous faut savoir accepter l'inacceptable, aider les familles à passer ce cap douloureux.

La trop grande sollicitude vécue au sein de certaines structures palliatives peut rendre le passage à la " mort " plus difficile pour les proches, complètement coupés des réalités.

Regrouper tous les " mourants " et leurs familles éplorées dans un même lieu ne me paraît pas être la bonne solution.

Nécessité de constituer au sein même de l'hôpital, des aménagements autorisant une fin de vie entourée et respectueuse.

## Que nous réserve la France en 2007 ? - 5/6

En renforçant les équipes palliatives sur place et en créant des équipes à l'extérieur pour ceux qui souhaitent " mourir " chez eux.

La formation et l'information :

Les Médecins doivent être " éduqués " et formés pour les soins palliatifs, cette discipline devra être intégrée au " cursus " des études comme devrait l'être la réflexion " éthique ".

Loi sur l'euthanasie :

Il est nécessaire, dans le souci de clarté pour le personnel hospitalier confronté avec le concours des familles à débrancher les appareils maintenant la vie, à faire une loi claire et nette, cela dans le seul but de ne plus se retrouver dans des situations " équivoques " que nous voyons encore, et dont les juges savent appliquer " à la lettre " les sanctions contre ceux qui eux, sont tous les jours confrontés à cette terrible épreuve.

Chaque " paramètre " est différent d'un individu à l'autre.

La seule réflexion que j'aurai devant une solution radicale est que l'on désire l'arrêt de la souffrance pour le malade et les siens.

Si nous voulons une santé à la hauteur de nos désirs, on se doit de se donner les moyens; or, plus suffisamment de Médecins, d'Infirmières et de psychologues, assurer un " bénévolat " pour ceux qui sont seuls dans leur derniers instants.

Des associations existent pour visiter les malades, mais il faut la volonté de faire appel à elles, vaincre les " résistances " de certaines surveillantes quant à leur utilité.

Nécessité de créer des groupes de paroles et de réflexion dans les services, cela dans le but de faire tomber la " pression " de ces personnes pour qui j'ai le plus grand respect.

Education nationale

Comment faire travailler des élèves efficacement ?

L'école se doit d'instruire mieux, pour ce faire, c'est au départ, la formation des Maîtres (aujourd'hui Professeurs des écoles) qu'il faut revoir la copie.

Nous nous trouvons avec un nombre insuffisant d'instituteurs issus de " l'école normale "; cette formation a fait ses preuves, ce n'est pas que je dénigre la capacité de nos professeurs des écoles qui accèdent sur examen direct à leur poste, mais le savoir est une chose, savoir le transmettre en est une autre.

Actuellement, ces jeunes " professeurs " en début de carrière qui sont " parrainés " pour pouvoir assurer leur travail, bureaucratie en plus pour classe unique, milieux difficiles, souvent en ZEP pour débiter, perte de repères, hiérarchie souvent absente sont des facteurs à prendre en compte.

Nombre d'élèves :

Je me souviens, dans ma jeunesse, pourtant en Tunisie pour le primaire et une partie du secondaire, être dans des classes de 30 élèves.

## Que nous reserve la France en 2007 ? - 6/6

Jamais, notre instituteur, institutrice ou professeur pour le secondaire ne faisaient défaut par leur absence.

La discipline était de rigueur, les punitions " pleuvaient " avec signatures des parents pour que l'enfant comprenne qu'il était là pour travailler et non pour perturber une classe.

L'évolution de notre société a permis aux parents de " s'immiscer " dans les programmes, donner leur avis, refuser des décisions,... Cela est devenu le chaos ! Il a même fallu " légiférer " sur le port du foulard !

Nous avons eu un Etat " laxiste ", qui n'a pas su prendre ses responsabilités en temps voulu, nous nous trouvons avec une "école " politisée, (alors quelle se doit d'être laïque).

Des Ministres de l'Education Nationale se sont succédés, n'ont su que changer les programmes (et les ouvrages), que d'argent dilapidé pour un résultat nul, j'ajouterai que le fait de ne plus dire " instituteur " mais professeur des écoles n'a fait que diviser le corps enseignant car en plus du changement d'appelation, ces jeunes qui n'ont pas fait l'école normale se trouvent avec des salaires supérieurs aux anciens qui ont des années de " boutique ".